

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3395

14 novembre 2014

SOMMAIRE

6-Invest S.à r.l.	162925	MPK Luxembourg S.à r.l.	162918
Accenture International Capital SCA ...	162923	Murier Invest S.A.	162915
Articulate Mobiel Wash Int	162954	MUSKOKA Société Anonyme Holding ..	162918
Compta S & M S.à r.l.	162958	Nicollet Entreprise 2 S.à r.l.	162919
CQLT SaarGummi Technologies Sàrl ...	162932	Nis Ganesha S.A.	162915
DD Turkey Holdings S.à r.l.	162928	NL Airport Holdings S.à r.l.	162915
Elbblick (Lima) S.à r.l.	162915	NOS Communications S.à r.l.	162917
FIN.MO S.à r.l.	162953	Notabene S.A.	162919
Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.	162960	NT & P Distribution and Training SA ...	162919
Mahdia Consult S.A.	162918	Observe HoldCo S.à r.l.	162920
Maison Poiray S.A.	162921	O. Metall-Luxembourg S.A.	162920
Mary S.A.	162914	Omnifone S.à r.l.	162918
Mauritius (Luxemburg) Investments S.à. r.l.	162916	Oscars S.A.	162922
Maxfin S.A.	162914	Oxley Properties S.A.	162920
MDC-SC Holdings S.à r.l.	162914	Panattoni Western Fund S.à r.l.	162921
MEIF 4 Luxembourg C Holdings S.à r.l. ..	162920	Parker Hannifin Partnership S.C.S.	162922
Memphis Investments S.A.	162919	Perema S.à r.l.	162921
Merinv S.A.	162916	P International S.à r.l.	162921
Micadast Management	162914	P.M.E Invest S.A.-SPF	162921
Microsoft Luxembourg S.à r.l.	162916	Universal-Investment-1 SICAV-FIS	162922
Milestone Income Midcap S.à r.l.	162917	Velino S.A.	162950
Mive S.à r.l.	162915	Vepa S.à r.l.	162923
Mohawk International (Europe) S.à r.l. ..	162917	Vintur Sàrl	162923
Mohawk International Holdings S.à r.l. ..	162914	VSL S.A.	162924
Morgan Stanley Wiltz S.à r.l.	162917	Zikostar Barbershop Sàrl	162923

Maxfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 73.083.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2014162588/10.

(140185079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

MDC-SC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 113.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014162589/10.

(140184409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Mary S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 68.402.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

MARY S.A.

Référence de publication: 2014162586/11.

(140184449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Micadast Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 165.738.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2014162602/11.

(140185014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Mohawk International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.175,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 110.608.

Les comptes annuels consolidés de Mohawk Industries Inc au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014162575/12.

(140184989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Elbblick (Lima) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 127.068.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160766/9.

(140182581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Mive S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 165.885.

Les comptes annuels au 31 Mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014162610/10.

(140185503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Murier Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 144.582.

Les comptes annuels au 30 Juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

MURIER INVEST S.A.

Référence de publication: 2014162622/11.

(140184386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

NL Airport Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 174.860.

Les comptes annuels pour la période du 18 décembre 2012 (date de constitution) au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162634/11.

(140184932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Nis Ganesha S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 29.185.191,13.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 156.279.

Les comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2013 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un administrateur

Référence de publication: 2014162633/12.

(140185010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Merinv S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 93.639.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 17 octobre 2014, statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 2012, que:

Suite à la démission de Monsieur François WINANDY en qualité d'Administrateur de la société est élu en qualité de nouvel Administrateur de la société jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2016:

- Monsieur Pierre Xavier GOFFINET, né le 15 septembre 1971 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

L'Assemblée Générale prend également acte du changement de domicile de Madame Mireille GEHLEN, qui désormais demeure au 2, rue Stade J.-F. Kennedy, L-3502 Dudelange.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014162594/17.

(140184340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Microsoft Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 49.700,00.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 97.198.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 24 septembre 2014

En date du 24 septembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Thierry FROMES de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Candido CARERRA DA COSTA, né le 2 septembre 1972 à Differdange, Grand-duché de Luxembourg, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Signature

Microsoft Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014162568/18.

(140184902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Mauritius (Luxemburg) Investments S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 151.815.

—
EXTRAIT

Suite à la Résolution des actionnaires datée du 22.08.2014, Mr. Michael Koch a vendu la totalité de ses 43.500 parts sociales de classe A comme suit:

- 29.005 parts sociales à l'associé Capvis General Partner III Limited ayant son adresse professionnelle au 28, New Street, JE2 3TE, St. Helier, Jersey;

- 13.956 Parts sociales à l'associé Partners Group Access 191, L.P., ayant son adresse professionnelle au 50, Lothian Road, Festival Square, Edinburgh, EH3 9WJ, Scotland;

- 539 Parts sociales à l'associé Partners Group Private Equity (Master Fund), LLC, ayant son adresse professionnelle au 2711, Centerville Rd., Suite 400, 19808 Wilmington, U.S.A..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162565/19.

(140184976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Milestone Income Midcap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 134.578.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162603/9.

(140185363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

NOS Communications S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 187.949.

Le nom de l'associé unique de la Société est désormais le suivant: «NOS SGPS S.A.».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162636/11.

(140185048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Mohawk International (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.550,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 110.609.

Les comptes annuels consolidés de Mohawk Industries Inc au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2014162574/12.

(140184988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Morgan Stanley Wiltz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.420,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 125.878.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 10 octobre 2014

Le 10 octobre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Stefan KOCH, né le 15 octobre 1978 à Berlin, Allemagne, ayant comme adresse la suivante: 37, rue de Bettembourg, L-5810 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Monsieur Ian McMAHON, gérant classe A

Monsieur Stefan KOCH, gérant classe A

Monsieur Paul MOUSEL, gérant classe B

Monsieur Jean-Marc UEBERECKEN, gérant classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Morgan Stanley Wiltz S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014162576/22.

(140185037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Mahdia Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 176.969.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162580/9.

(140185012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Omnifone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 155.735.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 30 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 22 août 2014 sous la référence L140150825 sont dès lors rectifiés par les présents comptes annuels.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162646/11.

(140184402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

MUSKOKA Société Anonyme Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 114.788.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 9 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Catherine BEERENS, née le 6 mai 1970 à Ixelles (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014162623/16.

(140184792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

MPK Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.500.250,00.**

Siège social: L-2339 Luxembourg, 11, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 53.763.

Suite à un contrat de transfert de parts sociales conclu en date du 14 octobre 2014, les douze mille deux (12.002) parts sociales, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125) chacune, détenues par Brillant Media Services GmbH dans la Société ont été transférées à MPK Luxembourg GmbH, une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) ayant son siège social à Am Martinszehnten 13, D-60437 Frankfurt/Main, Allemagne, inscrite auprès du registre de commerce du tribunal d'instance de Frankfurt/Main (Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main) sous le numéro HRB 99322.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour la Société

Alex SCHMITT

Mandataire

Référence de publication: 2014162620/18.

(140184973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Notabene S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 34, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 53.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162639/10.

(140184628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Memphis Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 131.420.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014162567/12.

(140185275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Nicollet Entreprise 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.204.

Par résolutions signées tenue en date du 26 septembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Sara Justice Ross, avec adresse professionnelle au 33 South, 6th Street, 55402 Minneapolis, Minnesota, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Janine Brown-Wiese, avec adresse professionnelle au 1000 Nicollet Mall, 55403 Minneapolis, Etats-Unis de son mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162628/15.

(140184928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

NT & P Distribution and Training SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4710 Pétange, 38, rue d'Athus.

R.C.S. Luxembourg B 88.383.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 16 octobre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidations de:

- La société anonyme NT & P DISTRIBUTION AND TRAINING SA (RCS B88.383), avec siège social à L-4710 PETANGE, 38, rue d'Athus,

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Maître Maïka SKOROCHOD

Le liquidateur

Référence de publication: 2014162641/17.

(140184641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

O. Metall-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 7, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 91.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Heinerscheid, le 17 octobre 2014. Signature.

Référence de publication: 2014162643/10.

(140184786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

MEIF 4 Luxembourg C Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 166.043.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162591/10.

(140184933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Oxley Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 152.706.

Extrait de la résolutions prises lors de l'Assemblée Générale du 25 septembre 2014:

1. L'Assemblée décide de révoquer la société ALTER AUDIT SARL de ses fonctions de Commissaire aux comptes.
2. L'Assemblée décide de nommer aux fonctions de nouveau Commissaire aux comptes, la société «ADVISORY & CONSULTING», société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 11A Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et immatriculée au RCS L sous le numéro B 160.540.

Le nouveau Commissaire aux comptes est nommé pour une période de six années. Son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162654/16.

(140185356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Observe HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.470,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 134.846.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer, Heiko Dimmerling et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Observe Holdco S.à.r.l.

Référence de publication: 2014162645/18.

(140185066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

**Maison Poiray S.A., Société Anonyme,
(anc. P International S.à r.l.).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 179.341.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014162582/9.

(140185278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Perema S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 171.465.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Geert DIRKX / Jan C. VAN INGEN

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014162683/11.

(140185038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

P.M.E Invest S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 37.735.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour P.M.E. INVEST S.A.-SPF

Société anonyme de gestion de patrimoine familial

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014162674/14.

(140184398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Panattoni Western Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 156.789.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 20 octobre 2014

1. La société à responsabilité limitée Panattoni Luxembourg Directorship Sarl a démissionné comme gérant avec effet à la date des décisions prises par l'associée unique.

2. Les personnes suivantes ont été nommées comme gérants avec effet à la date des décisions prises par l'associée unique et pour une durée illimitée:

a. Catherine Delsemme, née le 16 janvier 1979, à Verviers, domiciliée professionnellement au 203 Route d'Esch, L 1471 Luxembourg

b. Mark Connor, né le 13 août 1966, à New York, domiciliée à 200, Central Park South - Suite 10 P- NY 10015- New York - USA.

c. Edward Lyons III, né le 7 mars 1972, à San Francisco, domiciliée à Top Floor, 42 Gayton Road, NW3 1TU Londres, Grande Bretagne

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Catherine DELSEMME.

Référence de publication: 2014162677/20.

(140184972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Parker Hannifin Partnership S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator.

R.C.S. Luxembourg B 158.172.

—
Extrait du procès-verbal du Conseil de Gérance tenue en date du 30 septembre 2014

Le Conseil décide de:

- transférer le siège social de la société de 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg à 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014162678/13.

(140184710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Universal-Investment-1 SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Münsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 146.032.

—
Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Münsbach, den 14. Oktober 2014.

Für die Universal-Investment-1 SICAV-FIS

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Alain Nati / Saskia Sander

Référence de publication: 2014161988/14.

(140182659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Oscars S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 127.183.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Steinfort le 19 juin 2014 à 10.00 heures

1. Monsieur Valéry GUILLEAUME démissionne de son poste d'administrateur.

2. Monsieur Hubert JEHASSE démissionne de son poste d'administrateur.

3. Monsieur Albert GODFRIND (né le 28 juin 1953 à Martelange (Belgique) et demeurant au 7, Domaine de la Vigie à F-06410 BIOT (France)) est appelé au poste d'administrateur, avec effet au 19 juin 2014, jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2015, en remplacement de Monsieur Valéry GUILLEAUME.

4. Monsieur Erik MAES (né le 7 février 1952 à Saint Servais (Belgique) et demeurant au 22, rue de Strud à B-5340 HALTINNE (Belgique)) est appelé au poste d'administrateur, avec effet au 19 juin 2014, jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2015, en remplacement de Monsieur Hubert JEHASSE.

5. Le mandat d'administrateur et d'administrateur délégué de Monsieur Olivier DUBOIS (né le 11 juin 1977 à Namur (Belgique) et demeurant au 18, rue de Han à B-5340 HALTINNE (Belgique)) est renouvelé, avec effet rétroactif au 17 juin 2010, jusqu'à l'assemblée générale de 2015.

6. La candidature de Monsieur Hubert JEHASSE (né le 2 octobre 1958 à Boirs (Belgique) et demeurant au 56, Tongersestraat à B-3740 Bilzen (Belgique)) à la fonction de commissaire aux comptes est acceptée, avec effet au 1^{er} janvier 2013. Ce mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2015.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Olivier DUBOIS / Erik MAES

Administrateur-délégué / Administrateur

Référence de publication: 2014162672/27.

(140184577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Vepa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5451 Stadtbredimus, 61, Dicksstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 170.571.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 17/10/2014.

Référence de publication: 2014162001/10.

(140183924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Vintur Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1856 Luxembourg, 1, rue Evrard Ketten.
R.C.S. Luxembourg B 164.619.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014162002/10.

(140183670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Accenture International Capital SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 84.849.

Il est à noter que le mandat de PricewaterhouseCoopers S. à r.l. n'est pas renouvelé.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Accenture International Capital SCA
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014162056/12.

(140185347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Zikostar Barbershop Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 2, rue 1900.
R.C.S. Luxembourg B 162.451.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 14 octobre 2014

Résolution

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé du 14 octobre 2014,

Madame MEROUANI Yasmine, demeurant à F-57650 Fontoy, 49, rue de Verdun, a cédé 5 parts sociales sur les 25 parts qu'elle détenait dans la société Zikostar Barbershop Sarl à Monsieur Tumbwa KABAMBA, demeurant à L-3830 Schifflange, 26, rue des Fleurs, et 20 parts sociales sur les 25 parts qu'elle détenait dans la société Zikostar Barbershop Sarl à Monsieur ZIKONDOLO Patrick, demeurant à L-4530 Differdange, 47, avenue Charlotte.

Madame NAIR Fatima, demeurant à F57120 Rombas, 15, rue Jeanne d'Arc, a cédé 5 parts sociales sur les 5 parts qu'elle détenait dans la société Zikostar Barbershop Sarl à Monsieur Tumbwa KABAMBA, demeurant à L-3830 Schifflange, 26, rue des Fleurs.

Par conséquent, à compter du 14 octobre 2014, la répartition du capital social de ZIKOSTAR BARBERSHOP SARL est comme suit:

ZIKONDOLO Patrick, prénommé 60 parts sociales
KABAMBA Tumbwa, prénommé 40 parts sociales
Fait à Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162024/22.

(140183857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

VSL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1117 Belair, 4, rue Albert 1er.

R.C.S. Luxembourg B 147.560.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept septembre.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ("Assemblée") de "VSL S.A.", une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 59, route de Longwy, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 3 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1674 du 31 août 2009,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 147.560, (la "Société").

L'Assemblée est présidée par Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Virginie PIERRU, employée, demeurant professionnellement au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de Luxembourg vers L-1117 Belair, 4, rue Albert 1^{er} et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts;

2. Ajout à l'objet social de l'activité de commerce de distributeurs automatiques et modification subséquente de l'article 4 des statuts de la Société.

3. Divers.

B) Que les actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence signée « ne varietur » par la mandataire des actionnaires représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée et que les actionnaires, représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Premier résolution:

L'Assemblée décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société vers L-1117 Belair, 4, rue Albert 1^{er} et de modifier subséquentement le premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. (1^{er} alinéa).** Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg."

Seconde résolution:

L'Assemblée ajoute à l'objet social de la Société l'activité de commerce de distributeurs automatiques et, par conséquent, modifie l'article 4 des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 4.** La Société a pour objet la distribution automatique de boissons non alcoolisées, ainsi que la vente et la location d'appareils de distribution automatique, le conditionnement et la distribution de produits frais ou froids.

La Société peut acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets, droits de brevets, marques, marques déposées, licences et autres droits de la propriété intellectuelle.

L'objet de la Société est la prise de participations dans toutes sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, à la participation à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, à l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et droits et les aliéner par vente, cession, échange ou autrement.

La Société pourra octroyer aux entreprises dans lesquelles elle participe directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société peut accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

En général, la Société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, lesquelles se rapportent directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou qui peuvent en favoriser l'accomplissement.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.»

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cents euros (900,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, M. GOERES, V. PIERRU,, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 septembre 2014. LAC/2014/43968. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162003/79.

(140183440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

6-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 5, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 191.038.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour du mois de septembre;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) La société anonyme de droit luxembourgeois "SCHAUS PARTICIPATIONS S.A.", établie et ayant son siège social à L-2149 Luxembourg, 23, rue Emile Metz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 153645,

ici dûment représentée par deux de ses administrateurs, savoir:

- Monsieur Paul SCHAUS, administrateur de société, demeurant à L-9080 Ettelbruck, 59, avenue Salenty, et
- Monsieur Claude SCHAUS, administrateur de société, demeurant à L-2149 Luxembourg, 23, rue Emile Metz;

2) Monsieur Henri MORIS, maître électricien, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 19 septembre 1961, demeurant à L-5860 Hesperange, 47, rue Camille Mersch;

3) Monsieur Edwin GREIF, gérant de société, né à Saarbourg (République Fédérale d'Allemagne), le 26 janvier 1970, demeurant à D-54456 Tawern, In den Brühlmorgen, 17;

4) La société anonyme de droit luxembourgeois "EUREKA.development S.A.", établie et ayant son siège social à L-2143 Luxembourg, 105, rue Laurent Menager, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 176523,

ici dûment représentée par son administratrice unique Madame Anne-Elisabeth PETIT, économiste, demeurant à L-2143 Luxembourg, 105, rue Laurent Menager;

5) La société civile de droit luxembourgeois "IMMO2F SCI", établie et ayant son siège social à L-4823 Rodange, 24, rue de l'Industrie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section E, sous le numéro 3255,

ici dûment représentée par son associé-gérant Monsieur Lionel MERTES, indépendant, né à Differdange (Grand-Duché de Luxembourg), le 4 juin 1959, demeurant à L-4810 Rodange, 257, rue du Clopp.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "6-invest S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou toutes autres manières.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter sous toutes formes, procéder à l'émission d'obligations et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut effectuer pour son propre compte toutes opérations immobilières et mobilières. La Société peut acquérir, vendre et gérer tous immeubles de quelque nature et dans quelque pays ou endroit que ce soit.

La Société a en outre pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, l'achat, la vente, la location et la gérance d'immeubles. Elle a également pour objet les activités de syndic et d'administrateur de biens ainsi que la promotion d'immeubles bâtis et non-bâtis.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par vingt (20) parts sociales d'une valeur nominale de six cent vingt-cinq euros (625,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les vingt (20) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) La société "SCHAUS PARTICIPATIONS S.A.", pré-désignée, six parts sociales,	6
2) Monsieur Henri MORIS, pré-qualifié, trois parts sociales,	3
3) Monsieur Edwin GREIF, pré-qualifié, trois parts sociales,	3
4) La société "EUREKA.development S.A.", pré-désignée, trois parts sociales,	3
5) La société "IMMO2F SCI", pré-désignée, cinq parts sociales,	5
Total: vingt parts sociales,	20

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

162928

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-1148 Luxembourg, 5, rue Jean l'Aveugle.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Paul SCHAUS, administrateur de société, né à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), le 14 mai 1962, demeurant à L-9080 Ettelbruck, 59, avenue Salentiny;

- Monsieur Henri MORIS, maître électricien, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 19 septembre 1961, demeurant à L-5860 Hesperange, 47, rue Camille Mersch; et

- Monsieur Lionel MERTES, indépendant, né à Differdange (Grand-Duché de Luxembourg), le 4 juin 1959, demeurant à L-4810 Rodange, 257, rue du Clopp.

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe de deux gérants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. SCHAUS, C. SCHAUS, H. MORIS, E. GREIF, A-E. PETIT, L. MERTES, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 septembre 2014. LAC/2014/44423. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162029/158.

(140184246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

DD Turkey Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.012.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 172.442.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of the month of October.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch,

there appeared

Dutchdelta Finance S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 17, Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 99077,

hereto represented by Maître Mariya Gadzhalova, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 13 October 2014 (such proxy, after being signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall be submitted to the registration formalities together with the present deed), being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of DD Turkey Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 172.442 (the "Company") and incorporated by deed of the undersigned notary, on 23 October 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), number 2910 of 30 November 2012. The articles of incorporation of the Company (the "Articles") were amended for the last time by deed of the notary, Maître Léonie Grethen, residing in Luxembourg, on 13 March 2013, published in the Mémorial C number 1155 of 16 May 2013.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

1. The Sole Shareholder holds all five hundred (2,000,500) shares with nominal value of twenty-five Euro (EUR 25,-) each in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. The items on which resolutions were to be passed were as follows:

Agenda

A. Amendment of the corporate object of the Company and subsequent amendment of article 2 of the articles of association of the Company (the “Articles”) so as to read as follows:

“ **Art. 2.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may also:

- (i) borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures;
- (ii) provide loans and financing in any kind or form or grant guarantees or security in any kind or form, in favour of affiliated companies; and
- (iii) advise any Luxembourg and foreign companies on any matters related to investment.

The object to the Company as specified in the preceding paragraphs shall be construed in the widest sense as to include any activity, operation, transaction or purpose which is directly or indirectly related or conducive thereto, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector”

B. Amendment of article 8 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 8.** The Company is managed by one or several managers who do not need to be associates of the Company. The Company may however be managed by one or several managers who may also be associates of the Company. They are appointed and removed from office by the general meeting of associates, which determines their powers and the term of their mandates, and which decides at the majority of the capital. They may be reelected and may be revoked ad nutum and at any time. Any manager who resigns remains in function until his successor is appointed.

The general meeting of associates may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Vis-à-vis third parties the manager or managers have the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do and authorise all acts and operations relative to the Company. The manager or, as the case may be, the managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole manager or by the joint signatures of any two managers if more than one manager has been appointed. However, if the associates have qualified at their appointment the managers as class A managers and class B managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one class A manager and one class B manager. For the opening of a bank account of the Company in Luxembourg, the Company will be bound by the signature of any manager acting alone.

The Company will further be bound towards third parties by the sole signature of any person or the joint signatures of any persons to whom special power has been delegated by the manager(s), but only within the limits of such special power.

In case of plurality of managers, the meetings of the board of management are convened by any manager.

The board of management may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

Any manager may act at any meeting of the board of management by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another manager as his proxy.

The board of management can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the board of management are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company. In the event however the general meeting of associates has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation). The meetings of the board of management are to be held in person at the Company’s premises in Luxembourg. Only in exceptional cases, such as the need to convene the board meeting at short notice due to an unforeseeable urgent matter, a manager may participate in a meeting of the board of management by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of management which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

The minutes of a meeting of the board of management shall be signed by at least two managers (regardless of class) present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager or during a meeting of the board of management.”

After due consideration of the above, the decisions taken by the Sole Shareholder were as follows:

First resolution

It is resolved to amend the corporate object of the Company and amend articles 2 of the Articles so as to read as set forth in item A of the agenda above.

Second resolution

It is resolved to amend the article 8 of the Articles so as to read as set forth in item B of the agenda above.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party, this deed was drawn in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Luxembourg, on the day beforementioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the undersigned notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille quatorze, le quatorzième jour du mois d'octobre.

Pardevant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch.

a comparu

Dutchdelta Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 99077,

représentée par Maître Mariya Gadzhlova, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 13 octobre 2014 (laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le détenteur et le notaire instrumentant, sera soumise aux formalités de l'enregistrement ensemble avec le présent acte), étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de DD Turkey Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au RCS sous le numéro B 172442 (la «Société») et constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 23 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 2910 du 30 novembre 2012. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire, Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, le 13 mars 2013 publié au Mémorial C numéro 1155 du 16 mai 2013.

Le comparant déclare et prie le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient toutes les deux millions cinq cents (2.000.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,-€) chacune émises par la Société de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels les résolutions doivent être prises étaient les suivants:

Ordre du jour

A. Modification de l'objet social de la Société et modification conséquente de l'article 2 des statuts de la Société (les «Statuts») de sorte à lire ce qui suit:

« **Art. 2.** L'objet de la société est de détenir des participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou de toute autre entreprise, l'acquisition par achat, souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, ou autres valeurs mobilières, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut aussi:

- (i) emprunter sous toute forme et émettre par placement privé des obligations ou certificats de créance;
- (ii) accorder des prêts et des financements de toute nature, ou accorder des garanties ou sûretés de toute nature à l'avantage des sociétés liées; et
- (iii) conseiller toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères sur toutes matières ayant trait à l'investissement.

L'objet de la Société comme spécifié aux paragraphes précédents doit être considéré dans le sens le plus large de façon à inclure toute activité, opération, transaction ou objectif en relation directe ou indirecte avec celui-ci, il étant compris que la Société n'entrera pas dans des opérations qui feraient qu'elle serait engagée dans des activités qui seraient considérées comme des activités réglementées du secteur financier.»

B. Modification de l'article 8 des Statuts de sorte à lire ce qui suit:

« **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés de la Société. La Société peut néanmoins être administrée par un ou plusieurs associés de la Société. Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité du capital. Ils sont rééligibles et ils sont révocables ad nutum et à tout moment. Tout gérant démissionnaire continue d'occuper sa fonction jusqu'à la nomination de son successeur.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à l'objet de la Société. Le gérant ou, selon les cas, les gérants peut/peuvent déléguer des pouvoirs spéciaux, ou confier des fonctions déterminées permanentes ou temporaires à des personnes ou comités choisis par leurs soins. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe de deux gérants si plus d'un gérant a été nommé. Toutefois, si les associés ont désigné lors de leur nomination les gérants en tant que gérant de classe A et gérant de classe B, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de classe B et d'un gérant de classe A. Pour l'ouverture d'un compte bancaire de la Société à Luxembourg, la Société sera engagée par la signature d'un gérant quelconque agissant seul.

La Société sera aussi engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le(s) gérant(s), mais seulement dans les limites de ces pouvoirs.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance sont convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du conseil de gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre.

Le conseil de gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés). Les conseils de gérance doivent être tenus en personne dans les locaux de la Société à Luxembourg. Uniquement dans des cas exceptionnels, tel que la nécessité de convoquer une réunion du conseil de gérance avec un préavis court en raison d'un événement urgent imprévisible, un gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre et de communiquer les unes avec les autres.

Une décision écrite, signée par tous les gérants, est considérée comme valide et en bonne et due forme comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un seul document ou plusieurs documents séparés ayant le même contenu dont chacun est signé par un ou plusieurs gérants.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par au moins deux gérants (indépendamment de leur classe) présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un gérant ou lors de la réunion du conseil de gérance.»

Après revue de ce qui précède, les décisions prises par l'Associé Unique étaient les suivantes:

Première résolution

Il est décidé de modifier l'objet social de la Société et de modifier l'article 2 des statuts de la Société de sorte à avoir la teneur suivant le point A de l'ordre du jour ci-dessus.

Deuxième résolution

Il est décidé de modifier l'article 8 des statuts de la Société de sorte à avoir la teneur suivant le point B de l'ordre du jour ci-dessus.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, en raison des présentes sont évalués à mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture des présentes le comparant a signé ensemble avec le notaire soussigné.

Signé: M. GADZHALOVA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 15 octobre 2014. Relation: DIE/2014/13112. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160755/202.

(140183177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

CQLT SaarGummi Technologies Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5544 Remich, 9, Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 108.936.

In the year two thousand fourteen, on the eighth day of the month of September;

Before Us, the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholder of the company CQLT SaarGummi technologies S.à r.l., a private limited company ("société à responsabilité limitée") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Op der Kopp, L-5544 Remich, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B 108.936 (the "Company").

THERE APPEARED:

The company CQLT International Investment Holding (HK) Limited, a limited company incorporated under the laws of Hong Kong, having its registered office at 36F, Tower Two, Times Square, 1 Matheson Street, Causeway Bay, Hong Kong, registered with the Hong Kong Companies Registry under registration number 1594854 (the "Sole Shareholder")

here represented by Dr. Shaohui ZHANG, attorney-at-law, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy under private signature.

The proxy signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary shall remain appended herewith to be filed with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder of the Company. As a result, ALL and WHOLE of the 2,712,830 shares currently issued in the share capital of the Company are represented at this extraordinary general meeting of the shareholder of the Company (the "Meeting"). The Sole Shareholder declares having been informed in advance of the agenda of the Meeting and waived all convening requirements and formalities. The Meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and take the appropriate resolutions.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following:

1. Amendment and restatement of the articles of association of the Company in order to reform the Company's management structure;

and,

2. Any other business.

After that the foregoing was approved by the Meeting, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and restate the articles of association of the Company, which shall henceforth be read as follows:

Chapter I. - Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established a company (the "Company") in the form of a private limited company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the corporate name of CQLT SaarGummi Technologies S.à r.l.

Art. 2. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Remich, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Remich by decision of the board of directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the director(s) (the “Director(s)”) or, as the case may be, the board of directors (the “Board of Directors”).

In the event that, in the view of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors.

Art. 3. Object. The object of the Company is (i) the acquisition and holding of debt and/or equity interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make bans in any form whatsoever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever and (v) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The issued capital of the Company is set at sixty seven million eight hundred thirty three thousand two hundred and fifty Euros (EUR 67,833,250.-), represented by two million seven hundred thirteen thousand three hundred and thirty (2,713,330) shares in registered form with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. The single shareholder may freely transfer its shares.

The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. Save as otherwise provided by the Laws, the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters of the issued capital, given at a general meeting of shareholders.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the Laws.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The Company may acquire its own shares in view of and subject to their immediate cancellation.

Art. 8. Incapacity. Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Directors, Statutory auditor

Art. 9. Management. The Company shall be managed by a Board of Directors, composed of not less than three members, who need not to be shareholders.

The Director(s) or, as the case may be, the members of the Board of Directors, will be elected by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their number and the term of their office. He (they) will hold office until their successors are elected. He (they) is re-eligible and he (they) may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

The members of Board of Directors are divided in two categories: Class A Director and Class B Director.

The Board of Directors (if any) will appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Directors, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the "Secretary").

The Chairman may also be exceptionally appointed by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders of the Company.

Art. 10. Rules of meeting. The meetings of Board of Directors shall be held quarterly. The Board of Directors (if any) will also meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors (if any) must be convened if any two of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors (if any), except that in his absence the Board of Directors (if any) may appoint another member of the Board of Directors (if any) as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of Board of Directors meetings (if any) shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each member of the Board of Directors (if any). No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors (if any).

Every Board of Directors meeting (if any) shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors (if any) may from time to time determine. Any member of the Board of Directors (if any) may act at any meeting of the Board of Directors (if any) by appointing in writing another member of the Board of Directors (if any) as his proxy.

The minimum quorum is taken by a simple majority of directors, with the precision that at least two (2) Class A directors shall be present or represented.

One or more members of the Board of Directors (if any) may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by the majority of the members of the Board of Directors including necessarily signature of at least two (2) Class A directors of the Company, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors (if any) which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by one or several members of the Board of Directors (if any).

Art. 11. Voting Power. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Directors (if any) present or represented at such meeting. Each director being present or represented shall have one vote. Decisions shall be validly voted and made by the majority of the members of the Board of Directors including necessarily affirmative vote of at least two (2) Class A directors. In the event of a split vote, the Chairman of the board shall have a casting vote.

Art. 12. Matters submitted to approval and resolution of the BOD.

1. Matters to be resolved by the BOD meeting

The following matters shall be discussed, deliberated and decided by the BOD meeting in accordance with the rules of meeting and voting set forth above:

1) formation or dissolution of advisory or supervisory boards or similar bodies of any of the Subsidiaries of the Company;

2) amendment to the articles of association or any other organizational document (e.g. Rules of Procedure) of any of the Subsidiaries of the Company;

3) Establishment, dissolution or change of organization and salary system of the Company or any of the Subsidiaries;

4) the determination of the annual budget, investment plan, earnings plan, balance sheet plan, human resources and headcount plan, as well as capital expenditure (including rental and leasing) plan of the Company and any of the Subsidiaries;

5) the adjustment of the annual budget, investment plan, earnings plan, balance sheet plan, human resources and headcount plan, as well as capital expenditure (including rental and leasing) plan of the Company and any of the Subsidiaries. If the deviation value is above 20%, it shall be approved by the Shareholder Resolution;

6) the conclusion, termination or alteration of non-production or non-production related intercompany agreements such as domination and profit and loss transfer agreements or silent partnership agreements involving the Company or any of the Subsidiaries;

7) the assumption of sureties, guarantees or similar liabilities outside the ordinary course of business of the Company or any of the Subsidiaries;

8) the granting of loans or other credits outside the ordinary course of business of the Company or any of the Subsidiaries;

9) conclusion of, negotiations of, amendments of, and/or material decisions regarding joint venture agreements, cooperation agreements, letters of intent to enter into joint ventures, side agreements with third parties in the context of cooperation or potential cooperation or any other related agreements of the Company or any of the Subsidiaries;

10) institution or settlement of legal disputes with a value in dispute exceeding EUR 350,000 or such with a fundamental significance for the Company or any of the Subsidiaries;

11) pension commitments as well as the granting of profit-related remuneration for employees in case that such remuneration exceeds 40% of the total remuneration of the Company or any of the Subsidiaries; conclusion of material collective bargaining agreements by the Company or any of the Subsidiaries.

2. General matters to be resolved by BOD

The following matters may be discussed, deliberated and decided by at least two (2) Class A and one (1) Class B directors of the Company:

1) acquisition, sale, mortgaging of or other disposition of material property rights and intellectual property rights which is assessed or valued under EUR 750,000 by the Company or any of the Subsidiaries;

2) single non-budgeted investment with an amount of more than EUR 250,000. If the single non-budgeted investment is in an amount of more than EUR 1,000,000, it must also be submitted to BOD meetings for decision;

3) recruitment, appointment or dismissal of employees at the Company or any of the Subsidiaries who directly reports to the top management (including but not limited to Department directors of the Company, general directors and CFO of any Subsidiaries) and other employees whose annual salary is above the average salary level of Department directors of the Company;

4) assumption of sureties, collaterals, guarantees, acceptance liability and similar liabilities by the Company or any of the Subsidiaries in the ordinary course of business, if the value exceeds EUR 350,000 in individual cases, or in cases where the existing liability risk from obligations of that kind already exceeds the balance sheet equity capital of the company, or where such a risk exists;

5) taking up (but not the prolongation) of loans from third parties, other than of the SG Group or CQLT International Investment Holding (HK) Limited or CQLT International Management Holding (HK) Limited including its Labuan branch;

6) issuance or revocation of general powers of attorney or proxies by the Company or any of the Subsidiaries;

7) entering into factoring agreements (recourse or non-recourse) by the Company or any of the Subsidiaries if the nominal amount of the forfeited claim in each case exceeds EUR 500,000;

8) entering into any consultancy agreement by the Company or any of the Subsidiaries with third parties, with annual consultancy fees or other costs exceeding EUR 500,000;

9) matters shall be decided by the top management of the Company but shall be submitted to the BOD for decision by CEO; and,

10) acceptance of any extraordinary contract terms from Customers.

Art. 13. Powers of the Management. The Director(s) or as the case may be, the Board of Directors, is (are) vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders are in the competence of the Director(s) or as the case may be, the Board of Directors.

Art. 14. Management Fees and Expenses. The Director(s) or as the case may be, the members of the Board of Directors, may receive a management fee in respect of the carrying out of his (their) management of the Company and shall in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Director(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Directors' Liability. No Directors or, as the case may be, no members of the Board of Directors commit themselves, by reason of their functions, to any personal obligations in relation to those taken on behalf of the Company. Any such Director or member of the Board of Directors is only liable for the performance of their duties.

Art. 16. Delegation of Powers - Representation of the Company. The single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, and the Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management

of the Company and the representation of the Company for such management to any person. In case that such delegation is made to one or more Board member(s), such delegation is subject to the prior authorisation of the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders. The Board may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be Director(s), appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

The Company shall be bound, towards third parties, by the joint signature of two (2) Class A Directors and any one (1) Class B Director.

In case of urgency, under the condition that the shareholder's authorization has been granted, single or joint signature of any Class A director or Class B director may bind the Company subject to subsequent confirmation of the Board of Directors.

The Company will further be bound towards third parties by the single or joint signature of any persons to whom special signatory power has been delegated by the Director(s) or as the case may be, the Board of Directors, within the limits of such special power in accordance with these Articles.

Art. 17. Conflicts of interest - Indemnity. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Directors, the Director(s), officers or employees of the Company have a personal interest in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Directors or any Director (in case there are two) has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member of the Board of Directors or such Director shall make known such personal interest to the Board of Directors or the other Director and shall not deliberate or vote on any such transaction. Such transaction and such interest of the member of the Board of Directors or of any Director therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify the members of the Board of Directors, the Manager(s), officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been members of the Board of Directors, Directors, officers or employees of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

Art. 18. Records of Director Resolutions. The resolutions of the Director(s) (if any) shall be recorded in writing. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one Director.

The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the Chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two members of the Board of Directors.

Art. 19. Auditors. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, may and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more auditors, who need not be shareholders.

The auditor(s) will be elected by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 20. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Association and the Laws.

If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as modified, are not applicable to that situation.

Art. 21. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, to be held only if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the last day of May at 11:00 am.

If such day is a public holiday, a Saturday or a Sunday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 22. Other General Meetings. If the Company is composed of no more than twenty five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors to the shareholders in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and send it to the Company by any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

Unless there is only one single shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with these Articles of Association or the Laws, by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, subsidiarily, by the statutory auditor (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing half of the corporate capital. The convening notice sent to the shareholders will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for an extraordinary general meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting of shareholders (if any), may be held abroad if, in the judgment of the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 23. Matters submitted exclusively to the competence of shareholders. The following matters are submitted exclusively to the competence of the shareholder(s) of the Company:

- 1) planning and development of the fundamental business strategy of the SG Group as well as transactions and actions affecting the corporate structure or the fundamental business strategy of the Company, Subsidiaries and/or the SG Group or leading to an essential modification of the development of the Company, Subsidiaries and/or the SG Group, in particular starting new business lines and the abandonment or essential limitation of previous business, mergers, spin-offs, business combinations, conversions, consolidation, recapitalization, restructurings or similar measures;
- 2) amendment to the articles of association of the Company or any other organizational document (e.g. Rules of Procedure) of any of the Subsidiaries;
- 3) formation or dissolution of advisory or supervisory boards or similar bodies of the Company or any of the Subsidiaries;
- 4) Recruiting, appointing or dismissal of members of BOD or of Top Management of the Company (including but not limited to CEO, COO, CFO, CHRO etc.);
- 5) initiation of bankruptcy, dissolution, liquidation or winding up proceedings of the Company or any of the Subsidiaries;
- 6) deliberation and approval the annual budget, annual account as well as the profit distribution plan and loss recovery plan of the Company or any of the Subsidiaries;
- 7) change of auditor of the Company or of any the Subsidiaries;
- 8) change of material accounting principles of the Company or those of any of the Subsidiaries, unless such change is required by law, IFRS or local applicable GAAP (generally accepted accounting principles);
- 9) any investment project of the Company or Subsidiaries such as new construction, expansion, reconstruction, relocation etc., which is over EUR 1,000,000;
- 10) Mergers, splitting-off and starting new business by means of investment, or acquiring equity in other companies of any kind by purchasing shares or other methods; the sale or purchase of shares in other companies of any kind, acquisition of business operations as a going concern or essential parts thereof; termination of other companies of any kind, capital increase (or reduction) in other companies; transferring, and expanding equity (or shrinking), by the Company or any of the Subsidiaries;
- 11) issuance and listing of stocks, issuance of convertible bonds, and engagement in financial derivatives business such as futures, options, forwards, swaps by the Company or any of the Subsidiaries; commodity futures trading or rights transactions in stock exchange by the Company or any of the Subsidiaries;
- 12) assumption of external sureties, guarantees and donations for the benefit of third parties by the Company or any of the Subsidiaries;
- 13) the acquisition, sale, mortgaging of or other disposition on material property rights and intellectual property rights which is assessed or valued over EUR 750,000 by the Company or any of the Subsidiaries;
- 14) establishment of off-shore companies; and,
- 15) any other power expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

Art. 24. Attendance - Representation at a Meeting of Shareholders. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, to be transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors at least five days prior to the date set for the meeting. Any legal entity, being a shareholder, may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors, may require. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at any general meeting of shareholders.

Art. 25. Proceedings at a Meeting of Shareholders. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

The chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

Art. 26. Vote at a Meeting of Shareholders. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

At any general meeting of shareholders other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted by a majority of shareholders present or represented, representing at least half of the issued capital.

At any extraordinary general meeting of shareholders, convened in accordance with these Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions are validly adopted only by a majority of shareholders representing at least three quarters of the issued capital.

Art. 27. Minutes of shareholder(s)' resolutions. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman, the secretary and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies of the resolutions adopted by the single shareholder, the minutes of the general meeting of shareholders as well as the written shareholders resolutions to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any Director.

Chapter V. - Executive committee

Art. 28. Composition. The Executive Committee shall be composed of all managing directors and Tier one officers of the Company (including but not limited to CEO, COO, CFO, CHRO, and other Daily Management officers of the Company).

CEO is the President of the Executive Committee of the Company.

Art. 29. Power of Executive Committee. The power of Executive Committee consists in daily managements of the Company which fall outside of the power of the Board of Directors and shareholders.

The Executive Committee shall have the powers that are not expressly reserved to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders, or the Board of Directors, but the exercise of such powers shall be:

- a. within the budget approved by the Board of Directors; and
- b. within the scope of authorization of the Board of Directors or the single shareholder.

Decisions of the Executive Committee can only be made by the majority of votes of all members of the Executive Committee. If the majority votes of all members of the Executive Committee can not be achieved, the CEO shall submit such matter to the Board of Directors for decision.

Art. 30. Matters submitted to resolution of the Executive Committee.

1. Matters to be resolved by the Executive Committee meeting

The following matters shall be discussed, deliberated and decided by the Executive Committee by receiving a majority vote of all members of the Executive Committee including necessarily the President of the Executive Committee (i.e. CEO of the Company). In the event of a split vote, the President of the Executive Committee has the casting vote. All decisions made by the Executive Committee shall be binding to the Company.

If the majority votes of all members of the Executive Committee can not be achieved, the CEO shall submit this issue to the Board of Directors to discuss and to decide.

1) all matters requiring the decision of all the management team members under statutory law or the articles of association;

2) all transactions requiring the approval or positive recommendation of the Board of Directors;

3) proposals for passing of shareholder resolutions by the General Meeting;

4) the preparation of annual accounts/budget and the annual report;

5) Single non-budgeted investments with an amount of more than EUR 62,000 up to an amount of EUR 250,000;

6) the conclusion of supply and performance contracts in which the individual value of the obligations to supply and to perform to be assumed by the Company or any of the Subsidiaries exceed the balance sheet equity capital of the company, or where said liability risk will or may exceed said equity capital as a result of said assumption of liability;

7) Sales contract to be signed whose single contractual lifetime EBITDA margin per project is estimated to be below the EBITDA margin decided by the BOD;

8) the addition of a new supplier to the approved supplier list and/or the change of the supplier for a released product;

9) institution or settlement of legal disputes with a value in dispute exceeding EUR 62,000;

10) the assumption of sureties, collaterals, guarantees or similar liabilities and the entering into acceptance liability ("Wechselsverbindlichkeiten") by the Company or any of the Subsidiaries within the ordinary course of business;

11) the granting of one-off payments or bonuses for special achievements or extraordinary engagements to Tier 2 or Tier 3 employees of the company or any of the Subsidiaries if the value exceeds 3% of the fixed yearly salary;

12) Recruiting, appointing or dismissal of employees at the Company who directly reports to the top management of the Company and other employees including those of Subsidiaries whose annual salaries are above the average salary level of Tier 2 officers of the Company;

13) the issuance or revocation of general powers of attorney or proxies by any of the Subsidiaries;

14) entering into any consultancy agreement by the Company or any of the Subsidiaries with another party triggering annual consultancy fees or other costs exceeding EUR 62,000;

15) enter into factoring agreements (recourse or non-recourse) by the Company or any of the Subsidiaries if the nominal amount of the forfeited claim in each case does not exceed EUR 500,000;

16) to grant intercompany loans or asset transfer between the subsidiaries;

17) Except the above-mentioned matters, any other matter that is required by the President of the Executive Committee to be submitted to the Executive Committee Meeting for discussion.

2. General matters

General matters falling into the competence of the Executive Committee shall be discussed, deliberated and decided by of the President of the Executive Committee and at least one other member of the Executive Committee who is responsible for the discussed sector.

3. Business transactions requiring a prior positive recommendation

Decisions of those matters which exceed the power of the members of the Executive Committee including but not limited to Business transactions requiring a prior positive recommendation, as defined in a separate Rules of Procedure for the members of the Executive Committee of the Company, are binding to the Company only when these are discussed by the Executive Committee, jointly signed by the majority of members of the Executive Committee including the President of Executive Committee and approved by the Shareholder(s) Resolution or Board Resolution.

Art. 31. Signature Power of the Executive Committee. Except otherwise empowered by the Board of Directors or by the shareholder(s), the Company will also be bound towards third parties by the joint signature of at least two (2) members of the Executive Committee including necessarily the signature of the President of the Executive Committee (i.e. the CEO of the Company), provided that such signature power has been duly granted pertaining to a matter which has been duly deliberated and resolved by the Executive Committee in accordance with the Articles.

Art. 32. Classification of the daily management team. The Company's daily management team shall be classified into three levels: Tier one, Tier two and Tier three.

Tier 1 officers shall be appointed and dismissed by the shareholder.

Tier 2 officers shall be nominated by Tier 1, appointed and dismissed by BOD.

Tier 3 officers shall be appointed and dismissed by Tier 2.

Chapter VI. - Financial year, Distribution of earnings

Art. 33. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the thirty-first day of December in the same year.

Art. 34. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors draw(s) up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws and Luxembourg accounting practice.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders, who shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

Prior to such approval, each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 35. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

After the allocations to the Legal Reserve, the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits, will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors fix(es) the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 36. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved prior to the term provided in article 4 of the present Articles of Association, by a resolution of the single shareholder, or, as the case may be, by the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Director(s) or, as the case may be, the Board of Directors or such other person (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VIII. - Applicable law

Art. 37. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

There being no other business, the meeting has been closed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid amendment of Articles of Association are estimated at one thousand and fifty euro (EUR 1,050.-).

Statement

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am achten Tag des Monats September;

Vor Uns, dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

Wird eine außerordentliche Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft CQLT SaarGummi technologies S.à r.l., eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“), mit Gesellschaftssitz in 9, Op der Kopp, L-5544 Remich, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg („Registre de Commerce et des sociétés“) unter der Nummer B 108.936 (die „Gesellschaft“), abgehalten.

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft CQLT International Investment Holding (HK) Limited, eine nach dem Recht von Hong Kong gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit eingetragenem Sitz in 99, Queen's Road Central, Hong Kong - 31/F, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer 1594854 (die „Alleingesellschafterin“).

hier vertreten durch Dr. Shaohui ZHANG, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar, bleibt gegenwärtigen Beschlüssen als Anlage beigefügt, um mit denselben bei Registrierungsbehörden einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die Alleingesellschafterin der Gesellschaft. Folglich sind die 2,712,830 Anteile, die derzeit das gesamte ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft darstellen, vollständig in dieser außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter der Gesellschaft vertreten (die „Versammlung“). Die Alleingesellschafterin bestätigt zunächst, dass sie im Voraus über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurde und auf sämtliche Einberufungsbedingungen und Einberufungsformalitäten verzichtet. Somit ordnungsgemäß zusammengetreten, kann die Versammlung gültig beraten und entsprechende Beschlüsse fassen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben erwähnt, ersucht den unterzeichneten Notar, folgende Beschlüsse urkundlich festzustellen:

1. Die Änderung und die Neufassung der Gesellschaftssatzung zwecks der Reformierung der Führungsstruktur der Gesellschaft;

und,

2. Sonstiges.

Nachdem das Vorstehende von der Versammlung genehmigt wird, beschließt die Alleingesellschafterin, was folgt:

Einzigiger Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, die Gesellschaftssatzung zu ändern und neuzufassen, welche fortan folgenden Wortlaut haben soll.

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Form, Name. Hiermit wird eine Gesellschaft (die „Gesellschaft“) in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (die „Gesetze“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die.....“) unterliegt.

Die Gesellschaft besteht ursprünglich aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist. Die Gesellschaft kann jedoch zu jeder Zeit insbesondere nach einer Übertragung oder einer Neuausgabe von Gesellschaftsanteilen aus mehreren Gesellschaftern bestehen, deren Anzahl, vierzig (40) nicht übersteigen darf.

Die Gesellschaft existiert unter dem Namen CQLT SaarGummi Technologies S.à.r.l.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in der Stadt Remich, Großherzogtum Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Remich verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Büros der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland können durch einen Beschluss des/der Direktor(en) oder des Verwaltungsrates errichtet werden.

Sollte(n) der/die Direktor(en) oder gegebenenfalls der Verwaltungsrat der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit dem Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse, ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche ungeachtet der provisorischen Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Diese vorübergehenden Maßnahmen sind von dem/den Geschäftsführer(n) oder gegebenenfalls dem Verwaltungsrat zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Zweck. Der Zweck der Gesellschaft ist (i) der Kauf und das Halten von Darlehensund/ oder Kapitalbeteiligungen in jeder Art oder Form in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, (ii) die Verwaltung, Entwicklung und Leitung solcher Beteiligungen sowie (iii) die mittelbare und/oder unmittelbare finanzielle Unterstützung der Unternehmen, in denen sie Anteile hält oder welche der Geschäftsgruppe angehören.

Die Gesellschaft kann insbesondere (i) mittels Zeichnung, Ankauf, Tausch oder auf jede andere Weise, Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Hinterlegungsscheine, andere Schuldtitel, und generell jegliche Wertpapiere und Finanzinstrumente, welche Eigentumsrechte, Forderungen oder von öffentlichen oder privaten Emittenten ausgestellte übertragbare Wertpapiere darstellen, erwerben; (ii) alle Rechte ausüben, die diesen Wertpapieren und Finanzinstrumenten anhängen; (iii) den Unternehmen, in denen sie Anteile hält oder welche der Gesellschaftsgruppe angehören, mittelbare und/oder unmittelbare finanzielle Unterstützung gewähren, insbesondere mittels der Gewährung von Darlehen, Fazilitäten und Garantien in jeglicher Form und für jegliche Dauer, und ihnen Rat und Unterstützung in jeder Form gewähren; (iv) Darlehen in jeglicher Form aufnehmen und/oder, Schuldtitel in jeglicher Form privat auflegen und (v) jegliche Geschäfte abwickeln, egal ob kommerzieller, industrieller oder finanzieller Natur, ob mit Bezug auf bewegliche oder unbewegliche Güter, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Gesellschaftsgegenstand verbunden sind.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Kapitel II. - Kapital, Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt siebenundsechzig Millionen achthundertdreißigtausend zweihundertfünfzig Euro (EUR 67,833,250.-), das auf zwei Millionen siebenhundertdreizehtausend dreihundertdreißig (2,713,330) Namensanteile entfällt, mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), alle gezeichnet und vollständig eingezahlt.

Jeder Anteil ist vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen des Gesetzes oder der vorliegenden Satzung mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zu dem Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, in das sämtliche Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil zusätzlich zu seinem Nennwert eingezahlt werden, übertragen werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann für die Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an die Gesellschafter in Form von Dividenden oder zur Bereitstellung der gesetzlichen Rückstellungen genutzt werden.

Art. 6. Anteile. Der Alleingesellschafter kann seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar. An Nichtgesellschafter, soweit die Gesetze nicht etwas anderes bestimmen, dürfen die Anteile nur mit dem bei einer Hauptversammlung erklärten Einverständnis der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals darstellen, übertragen werden.

Die Übertragung von Anteilen muss durch eine notarielle Urkunde oder durch einen privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Solange, gemäß den in Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuchs Luxemburgs über die Forderungsübertragung festgelegten Regeln, eine solche Übertragung der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß angezeigt oder von ihr angenommen worden ist, ist eine jede derartige Übertragung der Gesellschaft und Dritten gegenüber nicht bindend.

Das Eigentum an einem Anteil beinhaltet zugleich implizit das Einverständnis mit der Satzung und den von dem Alleingesellschafter oder von der Hauptversammlung angenommenen Beschlüssen.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, vorbehaltlich der durch die Gesetze auferlegten Beschränkungen.

Art. 7. Erhöhung oder Herabsetzung des Kapitals. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung, der in Übereinstimmung mit den nach dieser Satzung oder den hinsichtlich der Änderung dieser Satzung anwendbaren Gesetzen erforderlichen Quorum und Mehrheiten gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile im Hinblick und zwecks ihrer unverzüglichen Annullierung erwerben.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Konkurs oder Insolvenz eines Geschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer den Alleingeschafters oder einen der Geschafters betreffenden Umstand führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Kapitel III. - Geschäftsführer, Revisoren

Art. 9. Führung. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat, der aus nicht weniger als drei Mitgliedern besteht, die nicht Geschafters sein müssen, geführt.

Der/die Direktor(en) oder, den Umständen entsprechend, die Verwaltungsratsmitglieder werden von dem Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, von der Hauptversammlung gewählt, welche deren Anzahl und deren Amtsdauer festlegen/-t. Sie verbleiben bis zur Wahl ihrer Nachfolger im Amt. Sie sind erneut wählbar und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung abberufen werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder sind in zwei Kategorien aufgeteilt: Klasse A Direktoren und Klasse B Direktoren.

Der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) ernannt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“). Der Verwaltungsrat kann ebenso einen Schriftführer ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der für die Protokollführung während der Sitzungen des Verwaltungsrates verantwortlich ist (der „Schriftführer“).

In Ausnahmefällen kann der Vorsitzende von dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, von der Hauptversammlung der Gesellschaft ernannt werden.

Art. 10. Sitzungsordnung. Die Verwaltungsratssitzungen werden vierteljährlich abgehalten. Der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) tritt ebenfalls nach Einberufung durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Verwaltungsratssitzung (falls es einen Verwaltungsrat gibt) muss ferner auf Wunsch zweier seiner Mitglieder einberufen werden.

Der Vorsitzende steht allen Sitzungen des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) vor, es sei denn, dass der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) wegen der Abwesenheit des Vorsitzenden ein anderes Mitglied als Vorsitzenden auf Zeit durch Mehrheitswahl in dieser Sitzung ernannt hat.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder bei einer vorher erteilten Zustimmung aller Teilnahmeberechtigten, werden die Sitzungen des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) mindestens eine Woche vor ihrem Termin schriftlich und mittels einem die Übermittlung von Schriftstücken gewährleistenden Kommunikationsmittel einberufen. Jedes solche Einberufungsschreiben soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) kann schriftlich mittels eines die Übermittlung von Schriftstücken gewährleistenden Kommunikationsmittels auf die Benachrichtigung verzichten. Für Sitzungen, deren Veranstaltungsort und -zeit in einem zuvor angenommenen Beschluss des Verwaltungsrates (falls es einen solchen gibt) festgelegt worden sind, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Jede Verwaltungsratssitzung findet in Luxemburg oder an jedem anderen Ort, den der Verwaltungsrat (falls es einen solchen gibt) von Zeit zu Zeit hierfür bestimmt hat, statt. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich bevollmächtigt.

Das Mindestquorum wird mit einer einfachen Mehrheit der Direktoren erreicht, mit der Präzisierung, dass mindestens zwei (2) Klasse A Direktoren anwesend oder vertreten sein sollen.

Ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder können an einer Sitzung durch eine Telefonkonferenzschaltung oder mittels ähnlichem Kommunikationsmittel, welches gewährleistet, dass die teilnehmenden Personen gleichzeitig miteinander kommunizieren können, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleichgestellt.

In Dringlichkeitsfällen steht eine von der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder, einschließlich notwendigerweise mindestens zwei (2) Klasse A Direktoren unterzeichnete Entscheidung einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten inhaltsgleichen Dokumenten festgehalten werden, welche von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern (im gegebenen Fall) unterzeichnet werden.

Art. 11. Stimmrecht. Beschlüsse kommen durch Mehrheitsentscheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitgliedern zustande. Jeder anwesende oder vertretene Direktor hat eine Stimme. Entscheidungen werden durch gültig abgegebene Stimmen von der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder, einschließlich notwendigerweise mindestens zwei (2) Klasse A Direktoren, getroffen. Im Fall der Stimmgleichheit gibt der Vorsitzende den Stichentscheid.

Art. 12. Angelegenheiten, die der Zustimmung und einem Beschluss des Verwaltungsrates vorbehalten sind.

1. Angelegenheiten, die dem Beschluss durch die Verwaltungsratssitzung vorbehalten sind

Die folgenden Angelegenheiten sollen nach obengenannter Sitzungsordnung und Stimmrechtsregeln von der Verwaltungsratssitzung diskutiert, beraten und beschlossen werden:

1) Einrichtung oder Auflösung von Beiräten, Aufsichtsräten oder ähnlichen Organen einer der Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

2) Änderung von Gesellschaftssatzung oder sonstigen Organisationsdokumenten (z.B. Geschäftsordnung) einer der Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

3) Einrichtung, Auflösung oder Änderung des Organisations- und Gehaltssystems der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

4) Bestimmung von Jahresbudget, Investitions-, Gewinn-, Bilanzierungs-, Personal-, Personalbedarfs-, sowie Kapitalaufwendungsplan (einschließlich Miete und Pacht) der Gesellschaft und einer ihrer Tochtergesellschaften;

5) Anpassung von Jahresbudget, Investitions-, Gewinn-, Bilanzierungs-, Personal-, Personalbedarfs-, sowie Kapitalaufwendungsplan (einschließlich Miete und Pacht) der Gesellschaft und einer ihrer Tochtergesellschaften. Wenn der Abweichungswert über 20% beträgt, soll es durch Beschluss der Hauptversammlung genehmigt werden;

6) Abschluss, Kündigung oder Änderung der produktionsfremden, oder nicht produktionsbezogenen Unternehmenszwischenverträge, wie Beherrschungs-, Ergebnisabführungs-, stille Gesellschaftsverträge, unter Beteiligung von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

7) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Haftungen außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

8) Gewährung von Darlehen oder anderen Krediten außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

9) Abschluss, Aushandlung, Änderung und/oder wesentliche Entscheidungen bezüglich Gemeinschaftsunternehmens- und Kooperationsverträge, Absichtserklärungen mit dem Ziel des Beitritts von Gemeinschaftsunternehmen, Nebenabreden mit Dritten im Rahmen der Kooperation oder der potenziellen Kooperation, oder aller weiteren Vereinbarungen der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

10) Klageerhebung oder Beilegung von Rechtsstreitigkeiten mit einem Streitwert von mehr als EUR 350,000 oder solche von grundlegender Bedeutung für die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften;

11) Pensionszusage sowie Gewährung der gewinnbezogenen Vergütung für Arbeitnehmer, falls solch eine Vergütung 40% der Gesamtbezüge der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften überschreitet; Abschluss wesentlicher Tarifabschlüsse durch die der Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften.

2. Allgemeine Angelegenheiten, die einem Beschluss des Verwaltungsrates vorbehalten sind

Die folgenden Angelegenheiten können von mindestens zwei(2) Klasse A und einem(1) Klasse B Direktor diskutiert, beraten und beschlossen werden:

1) Erwerb, Verkauf, Hypothekgewährung, oder andere Verfügung von materiellen und geistigen Eigentumsrechten, die von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften unter EUR 750,000 bewertet werden;

2) Nicht budgetierte Einzelinvestitionen mit einem Betrag von mehr als EUR 250,000. Überstreitet die nicht budgetierte Einzelinvestition EUR 1,000,000, ist sie der Verwaltungsratsitzung zur Entscheidung vorzulegen;

3) Einstellung, Ernennung oder Abberufung der Arbeitnehmer der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften, die direkt der obersten Führungsebene berichten (einschließlich aber nicht beschränkt auf Abteilungsleiter der Gesellschaft, Generaldirektoren und CFO einer der Tochtergesellschaften), und anderer Arbeitnehmer, deren Jahresgehalt das durchschnittliche Gehaltsniveau der Abteilungsleiter der Gesellschaft überstreitet;

4) Übernahme von Bürgschaften, Sicherheiten, Garantien, Wechselverbindlichkeiten und ähnlichen Haftungen durch die Gesellschaft oder eine der Tochtergesellschaften im normalen Geschäftsgang, wenn der Wert mehr als EUR 350,000 in Einzelfällen ist, oder in den Fällen, in denen die bestehenden Haftungsrisiken aus solchen Verbindlichkeiten schon das Eigenkapital für die Geschäftsbilanz der Gesellschaft überstreiten, oder wenn ein solches Risiko besteht;

5) Kreditaufnahme (nicht die Verlängerung) von anderen Dritten als SG Unternehmensgruppe, CQLT International Investment Holding (HK) Limited und CQLT International Management Holding (HK) Limited einschließlich ihrer Labuan Zweigniederlassung;

6) Erteilung allgemeiner Vollmachten oder Bevollmächtigungen und ihr Widerruf durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften;

7) Abschluss der Factoringverträge (echte oder unechte Factorings) durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften, wenn der Nennbetrag des verfallenden Anspruchs in Einzelfällen EUR 500,000 überstreitet;

8) Abschluss der Beratungsverträge von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften mit Dritten, wenn jährliche Beratungsgebühren oder andere Kosten EUR 500,000 überstreiten;

9) Angelegenheiten, die dem Beschluss der obersten Führungsebene vorbehalten sind jedoch dem Verwaltungsrat zwecks Beschlusses durch den CEO vorzulegen sind; sowie,

10) Akzeptierung außerordentlicher Vertragsklauseln der Kunden.

Art. 13. Geschäftsführungsbefugnisse. Der/die Direktor(en) oder gegebenenfalls der Verwaltungsrat verfügt(verfügen) über weitestgehende Geschäftsführungsbefugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder gegebenenfalls der Hauptversammlung übertragen, fallen in die Zuständigkeit des/der Direktoren oder gegebenenfalls des Verwaltungsrates.

Art. 14. Verwaltungsgebühren und Ausgaben. Der/die Direktor(en) oder gegebenenfalls die Verwaltungsratsmitglieder dürfen zur Ausführung der Verwaltung der Gesellschaft eine Vergütung und ferner einen Ersatz aller Aufwendungen, die sie hierbei oder bei der Verfolgung des Gesellschaftszwecks gemacht haben, erhalten.

Art. 15. Haftung der Direktoren. Kein Direktor, oder gegebenenfalls, kein Verwaltungsratsmitglied geht persönliche Verpflichtungen ein, wenn sie bei Ausübung ihrer Funktion durch Engagements im Namen der Gesellschaft diese verpflichten. Jeder Direktor oder Verwaltungsratsmitglied ist nur für die Ausführung seiner Aufgaben verantwortlich.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Der Alleingesellschafter oder, im Falle wo, die Hauptversammlung der Gesellschafter und der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der täglichen Geschäftsführung und hiermit verbundenen Vertretung jeglicher Person übertragen. Falls eine solche Übertragung erfolgt zu Gunsten eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder, unterliegt sie der vorherigen Zustimmung des Alleingesellschafters oder gegebenenfalls der Hauptversammlung. Der Verwaltungsrat kann auch alle anderen Befugnisse und Sondermandate an jegliche Person, die nicht Direktoren zu sein brauchen, übertragen, alle Angestellten sowie Arbeitnehmer ernennen und abberufen, und ihre Bezüge festlegen.

Die Gesellschaft ist Dritten gegenüber durch Kollektivunterschrift von zwei (2) Klasse A Direktoren und einem (1) Klasse B Direktor verpflichtet.

In dringenden Fällen, nach Erteilung der Genehmigung der Anteilshaber, ist die Gesellschaft Dritten gegenüber durch Einzel- oder Kollektivunterschrift von jeglichem Klasse A oder Klasse B Direktor verpflichtet, vorbehaltlich der nachträglichen Bestätigung durch den Verwaltungsrat.

Die Gesellschaft ist Dritten gegenüber ferner durch Einzel- oder Kollektivunterschrift derjenigen Person(en) verpflichtet, denen die besondere Zeichnungsvollmacht von dem/den Direktoren oder gegebenenfalls dem Verwaltungsrat übertragen wurde, aber immer nur im Rahmen dieser besonderen Zeichnungsvollmacht in Übereinstimmung mit dieser Satzung.

Art. 17. Interessenkonflikte.. Freistellung. Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma wird dadurch beeinflusst oder unwirksam, dass Verwaltungsratsmitglieder, Direktor(en), Angestellte(r) oder Arbeitnehmer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an der anderen Gesellschaft oder Firma haben, oder Anteilshaber, Direktor(en), Angestellte(r) oder Arbeitnehmer der anderen Gesellschaft oder Firma sind. Jegliche Person, die in der zuvor beschriebenen Weise mit einer Gesellschaft oder einer Firma verbunden ist, mit der die Gesellschaft vertraglich oder in anderer Weise in Geschäftsbeziehungen treten wird, soll nicht nur wegen dieser Verbindung an der Abstimmung oder der Vornahme anderer Handlungen in Bezug auf einen solchen Vertrag oder eine solche Geschäftstätigkeit gehindert sein.

Ungeachtet des Vorstehenden, falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Direktor (sollte es zwei geben) im Falle eines persönlichen Interesses an einer Geschäftstätigkeit der Gesellschaft hat, soll das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder Direktor dem Verwaltungsrat oder dem anderen Direktor sein persönliches Interesse bekannt machen und nicht über diese Geschäftstätigkeit beraten oder abstimmen. Diese Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes oder des Direktors sind der nächsten Hauptversammlung zu berichten.

Die Gesellschaft wird Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, Angestellte oder Arbeitnehmer, und, wo dies der Fall ist, deren Nachkommen, Erben, Vollstrecker und Verwalter für Schadensersatz und vernünftige Auslagen, die sie tragen müssen mit Bezug auf eine Handlung, eine Klage oder ein Verfahren in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Angestellten oder Arbeitnehmer der Gesellschaft, oder auf Verlangen der Gesellschaft, einer anderen Gesellschaft, deren Anteilshaber oder Gläubiger die Gesellschaft ist, und wofür sie keine Entschädigung erhalten, entschädigen. Diese Entschädigung spielt nur mit Ausnahme der Angelegenheiten, in denen die vorgenannten Personen in besagter Handlung, Klage oder Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder Fehlverhalten verurteilt werden. Im Falle einer Einigung bezieht sich die Entschädigung nur auf jene Punkte der Einigung, bezüglich welcher der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater dargelegt wird, dass die zu entschädigende Person sich keiner groben Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft schuldig gemacht hat. Das vorgenannte Recht auf Entschädigung schließt keine anderen Entschädigungsansprüche aus, zu welchen die Satzung berechtigt.

Art. 18. Aufzeichnung der Vorstandsbeschlüsse. Die Beschlüsse des/der Direktoren, soweit vorhanden, sollen schriftlich festgehalten werden. Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, die in rechtlichen Verfahren oder in anderer Form vorgelegt werden, sind durch einen der Direktoren zu unterzeichnen.

Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden von dem Vorsitzenden unterzeichnet. Jede erteilte Vollmacht bleibt dem Protokoll beigefügt. Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig vorgelegt werden, sind durch den Vorsitzenden und, soweit vorhanden, den Schriftführer oder zwei andere Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen.

Art. 19. Buchprüfer. Die Geschäfte der Gesellschaft und ihre finanzielle Situation, einschließlich der Bücher und Konten, werden und müssen in den gesetzlich vorgeschriebenen Fällen von einem oder mehreren Buchprüfern, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die Buchprüfer werden von dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, von der Hauptversammlung, welche deren Anzahl festlegt für einen Zeitraum gewählt, der sechs Jahre nicht überschreiten darf, und sie bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt sind. Sie sind wiederwählbar, können jedoch jederzeit mit oder ohne Grund durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, gegebenenfalls, der Hauptversammlung abberufen werden.

Kapitel IV. - Hauptversammlung

Art. 20. Befugnisse der Hauptversammlung. Jede ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Sie besitzt die ihr nach dieser Satzung und nach den Gesetzen zukommenden Befugnisse.

Besteht die Gesellschaft nur aus einem Alleingesellschafter, übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Hauptversammlung überträgt. Die Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in modifizierter Fassung, sind hierauf nicht anwendbar.

Art. 21. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung der Gesellschafter, die lediglich abzuhalten ist, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig(25) Gesellschafter hat, wird am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen, in der Versammlungseinberufungsmittelteilung spezifizierten Platz am letzten Tag des Monats Mai um 11 Uhr abgehalten.

Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, einen Samstag oder einen Sonntag, wird die Versammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

Art. 22. Weitere Generalversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Gesellschafter über den Text der anzunehmenden Beschlüsse, der ihnen von dem/den Direktoren oder, gegebenenfalls, vom Verwaltungsrat schriftlich durch ein die schriftliche Übertragung des Textes gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wird, in schriftlicher Abstimmung entscheiden. Im letzteren Fall sind die Gesellschafter verpflichtet, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab Erhalt des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die schriftliche Übermittlung gewährleistendes Kommunikationsmittel zukommen zu lassen. Das zur Beschlussfassung erforderliche Quorum und die Mehrheiten bei Beschlüssen der Hauptversammlung sind mutatis mutandis auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Außer im Fall eines Alleingeschafters, können die Gesellschafter auf Einberufungsmitteilung, ausgegeben in Übereinstimmung mit dieser Satzung und den Gesetzen, durch den/die Direktoren oder, gegebenenfalls, den Verwaltungsrat, zusätzlich durch die Revisoren, soweit vorhanden, oder noch zusätzlich durch die Gesellschafter, die die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, zusammentreten. Die an die Gesellschafter versandte Einberufungsmitteilung gibt den Ort und die Zeit sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftspunkte der jeweiligen Hauptversammlung an. Die Tagesordnung einer außerordentlichen Hauptversammlung muss, insofern angebracht, die vorzunehmenden Änderungen in der Satzung beschreiben und, soweit erforderlich, den Wortlaut der Änderungen ausführen, die Auswirkungen auf Gesellschaftszweck und Gesellschaftsform der Gesellschaft haben.

Sind alle Gesellschafter bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet zu sein, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Hauptversammlungen sowie die Jahreshauptversammlung können im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach dem endgültigen Urteil des/der Direktoren oder, gegebenenfalls, des Verwaltungsrates durch die Umstände höherer Gewalt angebracht ist.

Art. 23. Angelegenheiten, die exklusiv einem Beschluss der Anteilhaber vorbehalten sind. Folgende Angelegenheiten unterliegen der ausschließlichen Beschlussbefugnis der Anteilhaber der Gesellschaft:

1) Planung und Entwicklung der grundlegenden Geschäftsstrategien der SG Gruppe sowie Rechtsgeschäfte und Handlungen, die die Unternehmensstruktur oder die grundlegenden Geschäftsstrategien der Gesellschaft, Tochtergesellschaften und/oder SG Gruppe beeinflussen, oder zu einer wesentlichen Modifizierung der Entwicklung der Gesellschaft, Tochtergesellschaften und/oder SG Gruppe führen, besonders Einrichtung von neuen Geschäftsbereichen, Verzicht oder wesentliche Einschränkungen der bisherigen Geschäftstätigkeit, Zusammenschluss, Ausgliederung, Unternehmenserwerb, Umwandlung, Konsolidierung, Rekapitalisierung, Umstrukturierung oder ähnliche Maßnahmen;

2) Änderung der Gesellschaftssatzung der Gesellschaft oder sonstigen Organisationsdokumenten (z.B. Geschäftsordnung) einer der Tochtergesellschaften;

3) Einrichtung oder Auflösung von Beiräten, Aufsichtsräten oder ähnlichen Organen der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

4) Einstellung, Ernennung oder Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder oder der Mitglieder der obersten Führungsebene der Gesellschaft (einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf CEO, COO, CFO, CHRO usw.);

5) Eröffnung eines Insolvenz-, Auflösungs-, Liquidations- oder Abwicklungsverfahrens der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

6) Beratung über und Genehmigung von Jahresbudget, Jahresabrechnung sowie Planung von Gewinnverteilung und Verlustausgleich der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

7) Prüferwechsel der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

8) Änderung der wesentlichen Rechnungslegungsprinzipien der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften, sofern eine solche Änderung nicht durch das Gesetz, IFRS oder örtlich anwendbare GAAP (allgemein anerkannte Rechnungslegungsprinzipien) zwingend erforderlich wird;

9) Investitionsprojekte der Gesellschaft oder der Tochtergesellschaften, wie Neubau, Ausbau, Wiederaufbau, Umzug und so weiter, die EUR 1,000,000 überschreiten;

10) Zusammenschluss, Abspaltung, Neugründung eines Unternehmens durch Investitionen oder Erwerb von Beteiligungen an anderen Unternehmen jeder Art durch Kauf von Anteilen oder auf andere Weise; Verkauf oder Kauf der Anteile an anderen Unternehmen jeder Art, Erwerb von Geschäftsbetrieben als ein gut gehendes Geschäft oder wesentlichen Unternehmensteilen davon; Beendigung von anderen Gesellschaften jeder Art, Kapitalerhöhung (oder Kapitalherabsetzung) der anderen Gesellschaften; Übertragung und Erhöhung (oder Herabsetzung) des Anteilskapitals von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

11) Ausgabe und Kotierung der Aktien, Ausgabe der Wandelschuldverschreibungen und Engagement in Derivategeschäfte, wie Terminkontrakte, Optionen, Vorkäufe, Swaps von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften; Warenterminkontrakte oder Übertragung von Rechten an der Börse von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

12) Übernahme von externen Bürgschaften, Garantien, oder Spenden zugunsten der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften;

13) Erwerb, Verkauf, Hypothekvergabe, oder andere Verfügungen von materiellen und geistigen Eigentumsrechten, die von der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften über EUR 750,000 bewertet werden;

- 14) Gründung von Offshore-Gesellschaften; sowie,
 15) Sonstige Rechte, die ausdrücklich durch die Satzung oder Gesetze dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, der Hauptversammlung vorbehalten werden.

Art. 24. Teilnahme - Vertretung bei den Gesellschafterversammlungen. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Hauptversammlung ein Teilnahme- und ein Rederecht.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die schriftliche Übermittlung gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Hauptversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen. Der/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, der Verwaltungsrat können die Form der Vertretungserklärung bestimmen sowie dass sie mindestens fünf Tage vor dem Tag der Sitzung an einem durch den/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, den Verwaltungsrat festgelegten Ort zu hinterlegen ist. Jede Rechtsperson, die Gesellschafter ist, kann ihre Vertretungserklärung durch einen ordnungsgemäß ernannten Vertreter erstellen oder eine ihr geeignet erscheinende Person zur Vertretung bei einer Hauptversammlung ernennen, jedoch unter der Bedingung des Ermächtigungsnachweises auf Verlangen des/der Direktoren oder, gegebenenfalls, des Verwaltungsrates. Der/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, der Verwaltungsrat kann/können weitere Bedingungen, die zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt sein müssen, festlegen.

In Bezug auf die Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Die Miteigentumsinhaber, die Nießbraucher und die bloßen Eigentümer von Anteilen, sowie die Pfandgläubiger und Pfandschuldner von Anteilen müssen eine einzige Person zu ihrer Vertretung bei der Hauptversammlung bestimmen.

Art. 25. Verfahren bei den Gesellschafterversammlungen. Der Vorsitzende oder eine von dem/den Direktoren oder, gegebenenfalls, dem Verwaltungsrat bestimmte Person steht jeder Hauptversammlung vor.

Der Vorsitzende der Hauptversammlung wird einen Schriftführer ernennen.

Die Hauptversammlung wird aus den anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern einen Stimmenzähler wählen.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmenzähler bilden zusammen den Vorstand der Hauptversammlung.

Art. 26. Abstimmung bei der Gesellschafterversammlung. Eine Anwesenheitsliste, die die Namen der Gesellschafter und die Anzahl ihrer zur Abstimmung berechtigenden Anteile angibt, wird von den Gesellschaftern oder von ihren Vertretern vor der Eröffnung der Hauptversammlung unterzeichnet.

Die Hauptversammlung darf nur über solche Punkte beraten und abstimmen, die auf der Tagesordnung aufgeführt sind.

Die Abstimmungen finden per Handzeichen oder durch Namensaufruf statt, sofern die Hauptversammlung nicht beschließt, ein anderes Abstimmungsverfahren anzunehmen.

Bei jeder Hauptversammlung, mit Ausnahme der außerordentlichen Hauptversammlung, die zum Zwecke der Abänderung der Satzung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Abänderung der Satzung unterliegt, werden die Beschlüsse von einer Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern, die die Hälfte des ausgegebenen Kapitals vertreten, angenommen.

Bei jeder außerordentlichen Hauptversammlung, die zum Zwecke der Abänderung der Satzung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Abänderung der Satzung unterliegt, in Übereinstimmung mit der Satzung und den Gesetzen einberufen wird, werden Beschlüsse gültig nur durch eine Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals vertreten, angenommen.

Art. 27. Protokoll der Hauptversammlung. Das Sitzungsprotokoll der Hauptversammlung wird vom Vorsitzenden der Versammlung, dem Schriftführer und dem Stimmenzähler unterzeichnet. Es kann auf Verlangen von jedem Gesellschafter oder Vertreter eines Anteilsinhabers unterzeichnet werden.

Die von dem Alleingesellschafter angenommenen Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingesellschafter unterzeichnet.

Kopien der von dem Alleingesellschafter angenommenen Beschlüsse, des Protokolls der Hauptversammlung sowie die schriftlichen Beschlüsse der Gesellschafter, die in gerichtlichen Verfahren oder anderweitig vorgelegt werden, sollen von dem Vorsitzenden oder einem der Direktoren unterzeichnet werden.

Kapitel V. - Exekutivausschuss

Art. 28. Zusammensetzung. Der Exekutivausschuss besteht aus allen geschäftsleitenden Direktoren und Ebene Eins Angestellten der Gesellschaft (einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf CEO, COO, CFO, CHRO und andere Tagesmanagementbeauftragte der Gesellschaft).

CEO ist der Präsident des Exekutivausschusses der Gesellschaft.

Art. 29. Befugnisse des Exekutivausschusses. Die Befugnisse des Exekutivausschusses bestehen in der täglichen Verwaltung der Gesellschaft, die außerhalb der Befugnisse des Verwaltungsrates und der Gesellschafter liegen. Der Exekutivausschuss verfügt über die Befugnisse, die nicht ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, der Hauptversammlung oder dem Verwaltungsrat, vorbehalten werden. Aber die Ausübung dieser Befugnisse sollen:

- a. innerhalb des von der Verwaltungsrat gebilligten Budgetrahmens sein; und
- b. innerhalb des Umfangs der Zulassung von dem Verwaltungsrat oder dem Alleingesellschafter sein.

Beschlüsse des Exekutivausschusses können nur durch die Stimmenrechtsmehrheit aller Mitglieder des Exekutivausschusses getroffen werden. Falls die Stimmenrechtsmehrheit aller Mitglieder des Exekutivausschusses nicht zustande kommt, legt der CEO die Frage dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vor.

Art. 30. Angelegenheiten, die einem Beschluss des Exekutivausschusses vorbehalten sind.

1. Angelegenheiten, die einem Beschluss der Exekutivausschusssitzung vorbehalten sind

Die folgenden Angelegenheiten sollen von dem Exekutivausschuss diskutiert, beraten und durch eine Stimmenrechtsmehrheit aller seiner Mitglieder, einschließlich unbedingt dem Präsident des Exekutivausschusses (d.h. CEO der Gesellschaft), beschlossen werden. Im Fall einer Stimmgleichheit gibt der Vorsitzende den Stichentscheid. Alle von dem Exekutivausschuss getroffenen Entscheidungen sind für die Gesellschaft bindend.

Falls die Stimmenrechtsmehrheit aller Mitglieder des Exekutivausschusses nicht zustande kommt, legt der CEO die Frage dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vor.

1) alle Angelegenheiten, die aufgrund gesetzlicher Vorschrift oder der Satzung der Entscheidung aller Mitglieder des Führungsteams bedürfen;

2) alle Geschäftstransaktionen, die der Zustimmung oder positiven Empfehlung des Verwaltungsrates bedürfen;

3) Vorschläge zur Beschlussfassung von der Hauptversammlung;

4) Vorbereitung der/des Jahresabrechnung/Jahresbudgets und des Jahresberichts;

5) einzelne außerplanmäßige Investitionen mit einem Betrag von mehr als EUR 62,000 bis EUR 250,000;

6) Abschluss der Lieferverträge und der Leistungsaufträge, in denen der Einzelwert der Liefer- oder Leistungsverpflichtungen, die von der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften zu übernehmen sind, das Eigenkapital für die Geschäftsbilanz der Gesellschaft überschreitet, oder die mit Haftungsrisiken verbunden sind, die das Eigenkapital für die Geschäftsbilanz überschreiten, oder es überschreiten können;

7) zu unterzeichnende Kaufverträge, deren EBITDA-Marge je Projekt während einzelner vertraglicher Laufzeit unter die von dem Verwaltungsrat entschiedene EBITDA-Marge geschätzt wird;

8) Hinzufügung eines neuen Lieferanten zu der Liste der zugelassenen Lieferanten, und/oder Wechsel des Lieferanten für ein freigegebenes Produkt;

9) Klageerhebung oder Beilegung der Rechtsstreitigkeit mit einem Streitwert mehr als EUR 62,000;

10) Übernahme von Bürgschaften, Sicherheiten, Garantien, Wechselverbindlichkeiten und ähnlichen Haftungen durch die Gesellschaft oder eine der Tochtergesellschaften innerhalb des normalen Geschäftsgangs;

11) Erteilung von einmaliger Zahlung oder Prämien für besondere Leistungen oder außerordentliche Engagements an Ebene 2 oder Ebene 3 Arbeitnehmer der Gesellschaft oder einer der Tochtergesellschaften, wenn der Wert 3% des fixen Jahresgehalts überschreitet;

12) Einstellung, Ernennung oder Abberufung der Arbeitnehmer der Gesellschaft, die direkt der obersten Führungsebene der Gesellschaft berichten, und der anderen, einschließlich derjenigen der Tochtergesellschaften, deren Jahresgehalt das durchschnittliche Gehaltsniveau der Ebene 2 Angestellten der Gesellschaft überschreitet;

13) Erteilung der allgemeinen Vollmacht oder Bevollmächtigung und ihr Widerruf durch eine der Tochtergesellschaften;

14) Abschluss der Beratungsverträge durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften mit Dritten, wenn jährliche Beratungsgebühren oder andere Kosten EUR 62,000 überschreiten;

15) Abschluss der Factoringverträge (echte oder unechte Factorings) durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften, wenn der Nennbetrag des verfallenden Anspruchs in Einzelfällen EUR 500,000 nicht überschreitet;

16) Gewährung von zwischenbetrieblichen Darlehen oder Vermögensübertragung zwischen den Tochtergesellschaften;

17) jede andere Angelegenheit außer den oben genannten, die auf Verlangen des Präsidenten des Exekutivausschusses zur Diskussion dem Exekutivausschuss vorzulegen ist.

2. Allgemeine Angelegenheiten

Allgemeine Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Exekutivausschusses fallen, sollen von dem Präsidenten des Exekutivausschusses und mindestens einem anderen Mitglied des Exekutivausschusses, der verantwortlich für den diskutierten Bereich ist, diskutiert, beraten und beschlossen werden.

3. Geschäftstransaktionen, welche eine vorherige positiven Empfehlung benötigen

Beschlüsse bezüglich der Angelegenheiten, die die Befugnisse der Mitglieder des Exekutivausschusses überschreiten, einschließlich aber nicht beschränkt auf Business transactions requiring a prior positive recommendation, wie definiert in einer getrennten Geschäftsordnung für die Mitglieder des Exekutivausschusses der Gesellschaft, sind bindend für die Gesellschaft, nur wenn sie von dem Exekutivausschuss diskutiert, von der Mehrheit der Mitglieder des Exekutivausschusses, einschließlich des Präsidenten des Exekutivausschusses, kollektiv unterzeichnet, und durch Beschlüsse der Hauptversammlung oder dem Verwaltungsrat gebilligt wurden.

Art. 31. Unterschriftsbefugnisse des Exekutivausschusses. Soweit nicht anders von dem Verwaltungsrat oder den Anteilhabern ermächtigt, ist die Gesellschaft auch Dritten gegenüber durch Kollektivunterschrift von mindestens zwei(2) Mitgliedern des Exekutivausschusses, einschließlich der zwingenden Unterschrift des Präsidenten des Exekutivausschusses

(d.h. des CEO der Gesellschaft), verpflichtet, sofern solche Unterschriftsbefugnisse in Bezug auf die Angelegenheiten, die von dem Exekutivausschuss gemäß der Satzung korrekt beraten und beschlossen wurden, ordnungsgemäß erteilt wurden.

Art. 32. Klassifizierung des Teams für die tägliche Führung. Das Team für die tägliche Führung der Gesellschaft ist in drei Ebenen unterteilt:

Ebene Eins, Ebene Zwei und Ebene Drei.

Ebene 1 Angestellte werden von Anteilshabern eingestellt und abberufen.

Ebene 2 Angestellte werden von Ebene 1 ernannt, und vom Verwaltungsrat eingestellt und abberufen.

Ebene 3 Angestellte werden von Ebene 2 eingestellt und abberufen.

Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Verteilung von gewinnen

Art. 33. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 34. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Finanzjahres werden die Konten geschlossen. Der/die Direktor(en) oder, gegebenenfalls, der Verwaltungsrat erstellt/erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen und den luxemburgischen Buchhaltungsvorschriften ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Dieser Jahresabschluss wird dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung unterbreitet, der/die hierüber berät und, im Falle der Zustimmung, diesen annehmen wird.

Vor dieser Annahme, kann jeder Gesellschafter oder sein Berater die finanztechnischen Unterlagen am Gesellschaftssitz durchlesen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn Tagen vor dem Datum der Jahreshauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 35. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens 5% der gesetzlich vorgesehenen Rückstellung (die „gesetzliche Rückstellung“) zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt, sobald die gesetzliche Rückstellung die Höhe von 10% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Nach der Bereitstellung der gesetzlichen Rückstellung wird der Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, die Hauptversammlung festlegen, wie der verbleibende Überschuss an Reingewinn verteilt werden soll; ob durch vollständige oder teilweise Bildung einer Rückstellung oder als Zuweisung zu einer Provisionszahlung; durch Übernahme in das nächste Geschäftsjahr oder durch Ausschüttung, gemeinsam mit den übernommenen Gewinnen, den ausschüttungsfähigen Rückstellungen oder den Ausgabepremien an die Gesellschafter, wobei jeder Anteil zu einem gleich großen Proporz bei der Ausschüttung berechtigt.

Vorbehaltlich der gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, kann der Verwaltungsrat oder der/die Direktor(en) eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Der Verwaltungsrat oder der/die Direktor(en) legt/legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VII. - Auflösung, Abwicklung

Art. 36. Auflösung, Abwicklung. Die Gesellschaft kann zu einem früheren als dem in Artikel 4 dieser Satzung vorgesehenen Zeitpunkt durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, der Hauptversammlung, der in Übereinstimmung mit den nach dieser Satzung oder den zur Änderung dieser Satzung anwendbaren Gesetzen erforderlichem Quorum und erforderlichen Mehrheiten gefasst worden ist, aufgelöst werden.

Wird die Gesellschaft aufgelöst, muss ihre Abwicklung von dem Verwaltungsrat oder dem/den Direktoren oder jeder anderen (natürlichen oder juristischen) Person ausgeführt werden, deren Befugnisse und deren Vergütung von dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, von der Hauptversammlung festgelegt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche wird der Reinerlös aus der Abwicklung an die Gesellschafter so verteilt, dass zusammengenommen dasselbe ökonomische Resultat erzielt wird, wie jenes, welches die Verteilungsregeln für Dividendeausschüttungen bestimmen.

Kapitel VIII. - Anwendbares recht

Art. 37. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere nach dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in seiner zuletzt geltenden Fassung.

1) Zur Tagesordnung gibt es keine weiteren Ergänzungen. Somit ist die Versammlung geschlossen.

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten, die der Gesellschaft aufgrund der obengenannten Änderung ihrer Gesellschaftssatzung entstehen, werden auf tausendfünfzig Euro (EUR 1.050,-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der des Englischen mächtig ist, erklärt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben erwähnten erschienenen Person in englischer Sprache verfasst ist und von einer Fassung in deutscher Sprache gefolgt

wird; auf Antrag derselben Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, hat die englische Fassung Vorrang.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, alle dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben zusammen mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: S. ZHANG, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 septembre 2014. LAC/2014/42205. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160737/1006.

(140182991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Velino S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-5214 Sandweiler, 23, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 9.986.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of September,

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Velino S.A., (hereinafter the "Company"), a société anonyme, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 9.986 incorporated then under denomination FINASECO S.A., pursuant to a notarial deed on February 18, 1972 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 92 on June 28, 1972. The articles of association were amended for the last time pursuant to a notarial deed dated February 27, 2002 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°870 on June 7, 2002. The articles of association have not been amended since.

The meeting was opened at 4.50 p.m. with Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains, in the chair, who appointed as secretary Mr Chris Oberhag, with professional address in Mondorf-les-Bains.

The meeting elected as scrutineer Mr Chris Oberhag, with professional address in Mondorf-les-Bains.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to record that:

I The shareholder present or represented, the proxy of the represented shareholder and the number of his shares are shown on an attendance list which, signed by the board of the meeting, the proxy of the represented shareholder and the undersigned notary will remain annexed and be registered with the present deed.

The proxy of the represented shareholder after having been initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

II It appears from the attendance list mentioned here above, that all the shares representing the entire share capital of the Company are duly represented at the present meeting. The shareholder present or represented declares that he has had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

III The present meeting, at which all the whole share capital is present or represented, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

IV The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Appointment of the new directors of the Company;
2. Amendment of article 10 of the articles of association "Administration - Supervision - General Assembly";
3. Amendment of article 15 of the articles of association "Administration - Supervision - General Assembly";
4. Decision to transfer the registered office of the Company;
5. Amendment of article 3 of the articles of association;
6. Amendment of article 11 of the articles of association "Administration - Supervision - General Assembly", regarding the meetings of the board of directors by conference call and resolutions passed by unanimous consent in writing; and
7. Miscellaneous.

The extraordinary general meeting of the Company then takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of the shareholders resolves to revoke all existing directors and to appoint Mr Arsen Prykhodko, born on January 25, 1989 in Ivano-Frankivsk, Ukraine, residing professionally at 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, as sole director of the Company with immediate effect for a term to expire at the next annual general meeting of shareholders to be held in 2015.

Second resolution

The general meeting of the shareholders resolves to amend the 1st paragraph of article 10 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“La Société est gérée par un ou plusieurs administrateurs, qui n’ont pas besoin d’être associés, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l’assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.”

Third resolution

The general meeting of the shareholders resolves to amend 1st paragraph of article 15 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“La Société est engagée à l’égard des tiers en toutes circonstances par la signature de l’administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dans les limites d’une telle délégation.”

Fourth resolution

The general meeting of the shareholders resolves to transfer the registered office of the Company to 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Fifth resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of the shareholders resolves to amend the 1st paragraph of article 3 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.”

Sixth resolution

The general meeting of the shareholders resolves to amend article 11 of the articles of association of the Company by adding two paragraphs which shall read as follows:

“Les réunions du conseil d’administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s’entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

Le conseil d’administration peut, à l’unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l’intégralité des consentements constituant une preuve de l’adoption des décisions. La date d’adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.”

Seventh resolution

The general meeting of the shareholders resolves to add a new 1st paragraph to article 11 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“En cas de pluralité des administrateurs, ceux-ci formeront un conseil d’administration. Si la Société ne compte qu’un seul administrateur, celui-ci exercera seul toutes les prérogatives du conseil d’administration.”

There being no further business, the meeting is closed at 5.00 p.m..

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred Euro (EUR 1,200).

Whereof the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le seizième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Velino S.A. (ci-après la "Société"), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 9.986, constituée sous la dénomination de FINASECO S.A. selon acte reçu notarié en date du 18 février 1972, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°92 en date du 28 juin 1972. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte notarié en date du 27 février 2002 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 870, en date du 7 juin 2002. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée générale extraordinaire est déclarée ouverte à 16.50 heures sous la présidence de Monsieur Frank Stolz-Page, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains,

qui a désigné comme secrétaire Monsieur Chris Oberhag, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains.

L'assemblée générale a choisi comme scrutateur Monsieur Chris Oberhag, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains.

Le bureau de l'assemblée générale extraordinaire ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter que:

I. L'actionnaire présent ou représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, le mandataire de l'actionnaire représenté et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants, restera également annexée au présent acte.

II. Toutes les actions représentant l'entière du capital social étant représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social de la Société est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

Ordre du jour

L'assemblée générale extraordinaire de la Société prend les résolutions suivantes:

1. Nomination de l'administrateur unique de la Société;
2. Modification de l'article 10 des statuts de la Société «Administration - Surveillance - Assemblée générale»;
3. Modification de l'article 15 des statuts de la Société «Administration - Surveillance - Assemblée générale»;
4. Décision de transférer le siège statutaire de la Société;
5. Modification de l'article 3 des statuts de la Société;
6. Modification de l'article 11 des statuts de la Société «Administration - Surveillance - Assemblée générale», concernant la possibilité de tenir un conseil d'administration par conférence téléphonique et l'adoption de résolutions circulaires; et
7. Divers.

L'assemblée générale extraordinaire de la Société prend alors les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de révoquer tous les administrateurs en fonction et de nommer Monsieur Arsen Prykhodko, né le 25 janvier 1989 à Ivano-Frankivsk, Ukraine, demeurant professionnellement au 42-44, avenue de la Gare à L-1610 Luxembourg, en tant qu'administrateur unique de la Société avec effet immédiat jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2015.

Seconde résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le 1^{er} paragraphe de l'article 10 des statuts de la Société comme suit:

“La Société est gérée par un ou plusieurs administrateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.”

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 15 des statuts de la Société comme suit:

“La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par la signature de l'administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dans les limites d'une telle délégation.”

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de transférer le siège statutaire de la Société au 42-44, avenue de la Gare à L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Cinquième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

«Le siège social est établi à Luxembourg-Ville».

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société décide de modifier l'article 11 des statuts de la Société en y ajoutant deux paragraphes qui ont la teneur suivante:

“Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.”

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'ajouter un nouveau 1^{er} alinéa à l'article 11 des statuts de la Société comme suit:

“En cas de pluralité des administrateurs, ceux-ci formeront un conseil d'administration. Si la Société ne compte qu'un seul administrateur, celui-ci exercera seul toutes les prérogatives du conseil d'administration.”

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17.00 heures.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille deux cents euros (EUR 1.200).

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandant du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du mandant du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, C. Oberhag, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 19 septembre 2014. REM/2014/2067. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162000/185.

(140183972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

FIN.MO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 181.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161456/9.

(140183525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Articulate Mobiel Wash Int, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, Maison 62.

R.C.S. Luxembourg B 191.001.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first day of October.

Before Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notary residing at Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mister Daniel WIGHT, born in Rockford Illinois (USA) on the 19th September 1966, residing in L-9753 Heinerscheid, Maison 62 Such appearing party, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability Company (“société à responsabilité limitée”) governed by the relevant laws and the present articles:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Articulate Mobiel Wash Int.

(hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the company is cleaning buildings, walkways, empty storage rooms, windows, vehicles and in general all aspects of cleaning by using various machines mainly with high pressure.

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Heinerscheid, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers. In the event that the manager or the board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of ten Euro (EUR 10.-) each, all subscribed and fully paid-up.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 6. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 7. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 8. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 10. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the joint signature of two managers.

Art. 11. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 12. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 13. The manager or the managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 14. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 15. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 16. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts -Distribution of profits

Art. 17. The Company's year commences on 1st January and ends on 31st December of the same year.

Art. 18. Each year on 31st December, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 20. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The one thousand two hundred and fifty (1,250) shares have been subscribed by Mr Daniel WIGHT, prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31st December, 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, represented as here above stated, representing the entire corporate capital, takes the following resolutions:

- 1) The registered office of the Company is fixed at L-9753 Heinerscheid, 62, Maison.

- 2) The number of managers is fixed at one (1).
- 3) The following person is appointed as Manager for a unlimited period:
 - Mr Daniel WIGHT, prenamed.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Commercial Companies Act dated 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Wiltz on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier octobre.

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Daniel WIGHT, né à Rockford Illinois (Etats Unis), le 19 septembre 1966, demeurant à L-9753 Heinerscheid, Maison 62 Cette partie comparante, présente comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire d'acter les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée régie par les lois applicables et les présents statuts:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Articulate Mobiel Wash Int. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le nettoyage de bâtiments, trottoirs, chambre de stockages vides, fenêtres, véhicules et en général tous les travaux de nettoyage en utilisant diverses machines à haute pression.

De manière générale, la Société peut prendre toute mesure et accomplir toute opération y compris, sans être limité à, toute opération de nature commerciale, financière, personnelle et immobilière qu'elle estime nécessaire ou utile à la réalisation et au développement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Heinerscheid, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par décision du conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par le conseil de gérance.

Au cas où le gérant ou le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10.-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par les signatures conjointe de deux gérants.

Art. 11. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Le gérant ou les gérants peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 15. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 16. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 17. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 19. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Libération

Les mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Daniel Wight, prénommé.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

162958

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué environ à mille cents euros (EUR 1.100,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le seul associé, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social de la Société est fixé au L-9753 Heinerscheid, 62, Maison
- 2) Le nombre de gérants est fixé à un (1).
- 3) La personne suivante est nommée en qualité de gérant pour une illimitée:
Monsieur Daniel WIGHT, prénommé

Déclaration

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Wight D., Joëlle SCHWACHTGEN.

Enregistré à Wiltz, le 7 octobre 2014. Relation: WIL/2014/757. Reçu soixante quinze euros (75 €),

Le Receveur ff. (signé): Zeimes.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160624/227.

(140183115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Compta S & M S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9834 Holzthum, 4a, rue de Lellingen.

R.C.S. Luxembourg B 190.997.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le trois octobre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

Ont comparu:

1. Monsieur Mario João LOPES DO COUTO DIAS, machiniste, né le 1^{er} janvier 1973 à Tondela (Portugal), demeurant à L-9834 Holzthum, 4a, rue de Lellingen.

Ici représenté par Madame Sandra PEREIRA RIBEIRO, ci-après qualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 2 octobre 2014, laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui

2. Madame Sandra PEREIRA RIBEIRO, gérante, née le 25 octobre 1979 à Fafe (Portugal), demeurant à L-9834 Holzthum, 4a, rue de Lellingen.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer, comme suit:

Art. 1^{er}. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «COMPTA S & M S.à r.l.».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Hosingen.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision de la gérance en tout autre endroit de la commune. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 3. La société a pour objet, les travaux de secrétariat, administratifs, de comptabilité, la gestion de salaires, le conseil fiscal, et tout ce qui se rattache à la profession de comptable.

Elle est autorisée à exécuter toute vente et toute prestation de service se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

La société a encore pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

Elle pourra prendre des participations dans d'autres entreprises.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'associé ou des associés.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-euros, représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125,-) euros, chacune.

Art. 6. Lorsque la société comprend plusieurs associés, les parts sont librement cessibles entre eux. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les cessions de parts ne sont opposables à la société et aux tiers que si elles ont été faites dans les formes prévues par l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que cette loi a été modifiée.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé ou des associés.

Art. 10. L'associé ou les associés fixent les pouvoirs du ou des gérants lors de leur nomination.

Dans tous les cas, les décisions à prendre par les associés ne seront valablement prises qu'à la majorité des trois quarts.

Art. 11. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année à l'exception du premier exercice social qui débutera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille quinze.

Art. 13. A la fin de chaque exercice un bilan, un inventaire et un compte de profits et pertes seront établis. Le bénéfice net après déduction des frais d'exploitation, des traitements ainsi que des montants jugés nécessaires à titre d'amortissement et de réserves sera réparti comme suit:

- a) cinq pour cent (5%) au moins pour la constitution de la réserve légale, dans la mesure des prescriptions légales;
- b) le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que toutefois aucun des associés ne puisse être tenu ou responsable au-delà du montant de ses parts.

Art. 14. En cas de dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les émoluments.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur.

Le notaire a attiré l'attention des parties sur le fait que l'exercice de l'activité sociale prémentionnée requiert le cas échéant l'autorisation préalable des autorités compétentes.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont été souscrites de la manière suivante:

- Monsieur Mario João LOPES DO COUTO DIAS, préqualifié	50 parts
- Madame Sandra PEREIRA RIBEIRO, préqualifiée	50 parts
Total:	100 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents (12.500,-) euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

162960

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les frais de toute nature incombant à la société en raison de sa constitution sont estimés à 800,00 €.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les associés représentant l'intégralité du capital social se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués.

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité des voix:

- Est nommée gérante unique pour une durée indéterminée, Madame Sandra PEREIRA RIBEIRO, préqualifiée.
- La société sera valablement engagée par la seule signature de la gérante unique.
- L'adresse du siège de la société est fixée à L-9834 Holzthum, 4A, rue de Lellingen.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sandra PEREIRA RIBEIRO, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 8 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12828. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160728/102.

(140182844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 746.012.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 158.251.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 1^{er} octobre 2014 que:

- Mr. Jérôme D. Okarma a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 1^{er} octobre 2014; et

- Mr. Brian Cadwallader, né le 18 février 1959 à Ohio, Etats-Unis, résidant professionnellement au 5757 N. Green Bay Avenue, 53209, Glendale, WI, Etats-Unis, a été nommé gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède et à compter du 1^{er} octobre 2014, le conseil de gérance de la Société est composé des membres suivants:

- Mr. Bruce McDonald, gérant de catégorie A;
- Mr. Brian Cadwallader, gérant de catégorie A;
- Mr. Andrew O'Shea, gérant de catégorie B; et
- Ms. Ingrid Cernicchi, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014162452/25.

(140184367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.
